



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

N° de marché : MAPA-01

**MARCHE AVEC PROCEDURE ADAPTEE
passé en application de l'article 27
du Décret 2016-360 du 25 mars 2016**

**SOUSCRIPTION DES CONTRATS D'ASSURANCES
DE LA COMMUNE DE FORMIGUERES**

Maîtrise d'ouvrage :

Ville de FORMIGUERES
Hôtel de Ville - Place de l'Eglise
66210 FORMIGUERES

Remise des offres :

Date limite de réception : Lundi 10 septembre 2018

Heure limite de réception : 12 heures

SOMMAIRE

PREAMBULE

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	3
-----------------------------------	---

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE	3
-----------------------------	---

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE	3
-----------------------------	---

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE PASSATION	3
------------------------------------	---

ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES	3 à 4
-----------------------------------	-------

ARTICLE 6 : PRIX ET REGLEMENT DES FACTURES	4 à 5
--	-------

6.1 - Article : PRIX	4
----------------------	---

6.2 - Article : REGLEMENT DES FACTURES	4
--	---

6.2.1 - Article : Modalités	4
-----------------------------	---

6.2.2 - Article : Personnes désignées pour le règlement	4 à 5
---	-------

ARTICLE 7 : COALITIONS-ENTENTES-POURSUITES	5
--	---

ARTICLE 8 : EXECUTION DU MARCHE	5 à 6
---------------------------------	-------

ARTICLE 9 : TRANSMISSIONS DES STATISTIQUES SINISTRES	6
--	---

ARTICLE 10 : RESILIATION	6
--------------------------	---

ARTICLE 11 : CLAUSE RESOLUTOIRE	6
---------------------------------	---

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE	6
------------------------------	---

ARTICLE 13 : DROIT ET LANGUE	6
------------------------------	---

ARTICLE 14 : LITIGES	6 à 7
----------------------	-------

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**PREAMBULE**

Pour toute autre disposition non contenue dans le présent C.C.A.P., il convient de se référer au Code des Assurances, à tous les textes légaux et réglementaires régissant les opérations d'assurances.

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont les suivantes :

La Commune de Formiguères représentée par Monsieur le Maire, pouvoir adjudicateur d'une part, et l'intermédiaire d'assurance, représentant la ou les sociétés d'assurances ou, le cas échéant, la société d'assurance sans intermédiaire, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

Cette consultation a pour objet la souscription des contrats d'assurances de la VILLE DE FORMIGUERES (y compris C.C.A.S.) portant sur les risques suivants, selon les conditions définies dans le C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

Le marché est divisé en 5 lots distincts selon les répartitions suivantes :

- Lot n° 1 : Dommages aux biens
- Lot n° 2 : Responsabilités Civiles
- Lot n° 3 : Protection Juridique
- Lot n° 4 : Défense pénale des Agents, des Elus et des Administrateurs du C.C.A.S.
- Lot n° 5 : Flottes automobiles + Missions préposés, stagiaires, Elus et des Administrateurs du C.C.A.S.

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHÉ

Les contrats sont conclus à effet du 1^{er} janvier 2019 pour une durée ferme de 5 ans (cinq ans) sans que le terme définitif du marché puisse dépasser le 31 décembre 2023. Le marché pourra être résilié chaque année par l'une ou l'autre des parties, à sa date d'échéance anniversaire, moyennant le respect d'un délai de préavis de 6 (six) mois. La date d'échéance anniversaire des contrats est fixée au 1^{er} janvier.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé sur M.A.P.A., en vertu des dispositions du Décret 2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES

Outre les renseignements prévus aux articles 44 à 46 du Code des Marchés Publics, les pièces suivantes auront valeur contractuelle :

- les actes d'engagement,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières à accepter sans modification,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières à accepter sans modification,
- les notes de couverture,
- les projets de conditions particulières,
- les Conditions particulières des contrats, conditions générales, conventions spéciales et/ou annexes contractuelles reprenant les garanties présentées contrat par contrat,

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, les C.C.A.P. et C.C.T.P. prévaudront sur les notes de couverture, conditions particulières et conditions générales.

ARTICLE 6 : PRIX ET REGLEMENT DES FACTURES

Article 6.1 Le prix

Les prix ne pourront être ajustés pendant la durée d'exécution du marché qu'en fonction :

- ❖ de la variation annuelle de l'indice retenu pour l'indexation des garanties,
- ❖ de la modification des risques déclarée (activités et capitaux, effectifs) par la VILLE DE FORMIGUERES et faisant l'objet d'un avenant au marché dûment signé.

Article 6.2 : REGLEMENT DES FACTURES

Article 6.2.1 : Modalités

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le règlement des primes s'effectuera conformément aux règles de la comptabilité publique dans un délai de 30 jours à compter de la réception de l'avis d'échéance.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la période assurée ;
- le taux et le montant des taxes ;
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Mairie de FORMIGUERES
1 Place de l'Eglise
66210 FORMIGUERES

Les appels à cotisation et/ou autres demandes de paiement du présent contrat devant être réglées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des appels à cotisation et/ou autres demandes de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Article 6.2.2 Délai global de paiement des factures

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 5° Le montant total hors taxes et le montant toutes taxes comprises ;
- 6° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 7° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Article 6.2.2 : Personnes désignées pour le règlement

Ordonnateur : Monsieur le Maire de la Commune de Formiguères, pouvoir adjudicateur
Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Trésorier de la Commune de Formiguères

ARTICLE 7 : COALITIONS-ENTENTES-POURSUITES

Il est stipulé que toute coalition, toute entente illicite, toute manœuvre ayant pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à la sincérité des soumissions seront poursuivies conformément à l'article 18 du Code Pénal, sans préjudice de l'exclusion des délinquants de toutes consultations à venir.

ARTICLE 8 : EXECUTION DU MARCHE

Le marché deviendra exécutoire à compter de la notification par Monsieur le Maire de la Commune DE FORMIGUERES, pouvoir adjudicateur.

Les notes de couverture devront être établies **par l'apéríteur et par chacun des coassureurs** dans les 24 heures pour l'apéríteur et sous un délai de 5 jours maximum suivants la notification pour chacun des coassureurs.

Les notes de couverture devront être établies pour une durée de validité minimale de 6 mois, celles-ci pourront le cas échéant être reconduites conformément à l'article 11 - 2^{ème} alinéa du présent C.C.A.P.

La date d'effet des contrats est fixée au 1^{er} Janvier 2019 à 0 heure.

ARTICLE 9 : TRANSMISSION DES STATISTIQUES SINISTRES

L'assureur s'engage à fournir les statistiques sinistres des contrats dans le délai maximum d'un mois après que l'Assuré en aura fait la demande, et en tout état de cause, deux mois après l'échéance principale de la police.

Le paiement de la prime annuelle par l'assuré est subordonné à la fourniture de ces documents par l'assureur.

ARTICLE 10 : RESILIATION

Les cas de résiliations sont définis par le Code des Assurances.

En outre, le présent marché pourra être résilié à l'expiration de la (les) note(s) de couverture par le souscripteur des contrats dans le cas où l'(les) assureur(s) n'aurai(en)t pas remis le(s) contrat(s) rédigé(s) conformément à son (leur) engagement, 30 jours avant la date limite de validité de ladite (lesdites) note(s), ou reconduit cette (ces) dernière(s).

ARTICLE 11 : CLAUSE RESOLUTOIRE

Le présent marché sera annulé dans l'hypothèse où les assureurs ne seraient pas en mesure de fournir dans les délais prescrits à l'article 8 du présent C.C.A.P., les notes de couverture en conformité avec leurs engagements.

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

ARTICLE 13 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 14 : LITIGES

En cas de litiges relevant du présent marché, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable préalablement à toute procédure judiciaire.

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34063 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr/>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal Administratif de MONTPELLIER

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr/>

Lu et approuvé

Le :

(signature)